

DOSSIER

#3 2021 | SUPPLÉMENT DE L'AKTUELL |

OGBL



**Le discours du
1^{er} mai 2021**



A woman with long brown hair, wearing a red top and a black vest, is speaking into a blue microphone. She is holding a white document. The background shows a red structure, possibly a stage or a building, and a blurred crowd of people in the foreground.

«Cela représente beaucoup pour moi.»

Monsieur le bourgmestre, chers invités d'honneur, chères et chers collègues, chers amis, je vous remercie tous beaucoup pour votre présence ce matin. Cela représente beaucoup pour moi. Cela représente beaucoup pour l'OGBL et le Landesverband. Cette année tout particulièrement, car il était difficile de trouver la bonne manière pour pouvoir fêter ensemble le jour du Travail.

Une nouvelle fois, nous ne pouvons pas célébrer notre fête du 1^{er} mai comme nous en avons l'habitude... à l'abbaye de Neumünster, avec des milliers de personnes, un chouette programme, au contact les uns des autres, reliés ensemble par tant de choses.

L'année dernière, nous avons dû nous limiter à un 1^{er} mai purement digital. On a voulu éviter ça cette année. Et dans le respect de toutes les restrictions sanitaires, avec une organisation responsable pour protéger notre santé et notre sécurité, mais également avec toute notre compréhension pour les personnes vulnérables et celles qui ne se sentent pas encore à l'aise pour se rassembler avec beaucoup de monde, nous avons tout de même réussi à être debout, ici, aujourd'hui.

Et le premier syndicat du pays a décidé que, si déjà nous options pour cette forme plus traditionnelle de cortège et de manifestation, nous allons aussi revenir totalement aux origines — et nous sommes heureux d'être ici à Esch-sur-Alzette aujourd'hui, dans le berceau de l'OGBL. La dernière fois que l'OGBL a fêté son 1^{er} mai à Esch-sur-Alzette, c'était en 1991, il y a donc exactement 30 ans!

Nous pouvons être contents, nous pouvons être fiers de nous, d'être ensemble dans la rue en ce jour, le jour du Travail.

Car le 1^{er} mai est et demeure la journée des travailleurs.

«Pour l'émancipation des travailleurs.»

Depuis plus de 130 ans, le 1^{er} mai est le jour, où aux quatre coins du monde, nous rendons hommage aux femmes et aux hommes qui travaillent.

Le 1^{er} mai a une signification historique et syndicale importante pour l'OGBL et le Landesverband.

Parce que le 1^{er} mai, le jour du Travail, la journée mondiale de l'engagement syndical pour la justice, pour le progrès social, pour la paix et la démocratie, pour la liberté et l'égalité, doit être fêtée et honorée!

Pour l'émancipation des travailleurs, pour leurs droits, pour un monde où chacun peut se consacrer à son travail, sans crainte ni oppression.

Le 1^{er} mai est également la journée de la paix et c'est la raison pour laquelle l'engagement contre le militarisme et contre l'armement joue un rôle déterminant pour notre syndicat. L'année dernière, les dépenses militaires ont atteint un niveau record au niveau mondial de près de 2000 milliards de dollars. Et ce, pendant l'année de la pandémie, alors même que les besoins urgents n'ont pas pu être satisfaits.

Il n'y a pas de 1^{er} mai non plus sans que ne soit évoqué l'engagement syndical pour les droits humains. Il est inacceptable et totalement incompréhensible que nous ne disposions toujours pas d'une loi nationale garantissant un devoir de vigilance contraignant au Luxembourg.

A l'instar de ce qui existe dans certains pays européens, une loi doit, sans plus tarder, ériger en obligation le fait de faire attention à ce que tous les partenaires commerciaux et les sous-traitants que nous avons au niveau mondial respectent les droits humains.

Le 1^{er} mai est une journée internationale qui ne connaît pas de frontières nationales. Et ceci est également important à

rappeler aujourd'hui, en temps de Covid où nous nous retrouvons face à des frontières nationales partiellement fermées.

Nous vivons ou travaillons dans un pays qui est situé en plein milieu de la Grande-Région. Une région qui se trouve en plein cœur de l'Europe, qui fût le berceau de l'Union européenne. Dans une région où l'accord de Schengen a été signé, venant grandement faciliter la libre circulation des citoyens de l'UE. Et nous savons l'apprécier à sa juste valeur.

De nombreuses entreprises, ici dans le pays, travaillent de façon transfrontalière et notre économie est dépendante des plus de 200 000 frontaliers qui travaillent ici.

Les Luxembourgeois se rendent à Metz pour aller au musée ou bien faire des courses, les Messins viennent assister à des concerts à Luxembourg et ici à Esch-sur-Alzette. La même chose vaut pour nos voisins belges et allemands.

Et parce que nous ressentons à quel point tout cela est fragile, nous nous devons de défendre et d'approfondir ces acquis. Dans l'intérêt de tous les citoyens. Et l'OGBL et le Landesverband s'y engagent également.

Pour les droits sociaux de chaque salarié. Il ne doit pas y avoir de discrimination ni au travail, ni à la Sécurité sociale, ni en matière de fiscalité, ni en ce qui concerne les allocations familiales, uniquement parce qu'on est frontalier.

Et la même chose vaut pour les résidents

Le progrès social ne sera certainement pas atteint par l'exclusion et la division sociale.

qui n'ont pas de passeport luxembourgeois, les dizaines de milliers d'immigrés dans le pays qui contribuent également à faire du Luxembourg ce qu'il est et qui sont pourtant encore souvent discriminés et qui n'ont pas les mêmes chances.

Nous défendons le progrès social et celui-ci ne sera certainement pas atteint par l'exclusion et la division sociale ou par le dumping social, mais au contraire uniquement par la cohésion, la solidarité et l'harmonisation sociale vers le haut.

Le 1^{er} mai ne doit pas non plus s'arrêter face au Coronavirus. Et les activités de l'OGBL et du Landesverband, non plus, ne sont pas en «Lockdown».

Car — et nous ne sommes pas fatigués de le répéter: les gens ont besoin de nous!

Des milliers de militants, de délégués du personnel, de syndicalistes qui, en ces temps difficiles, marqués par la pandémie, ont continué et continuent à être présents pour défendre les droits des salariés, pour assurer notre part de codécision démocratique.

Vous représentez toutes les professions, tous les secteurs économiques, vous êtes de nationalités différentes, vous habitez au Luxembourg ou dans la Grande Région, vous êtes jeune ou âgé, homme ou femme.

Vous êtes ceux qui ont souffert au cours des derniers mois et qui devront encore serrer les dents.

«Pour que cette crise sanitaire ne se transforme pas en une profonde crise sociale.»

Nous sommes aujourd'hui confrontés avec notre syndicat à une situation inédite.

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, nous avons vécu beaucoup de choses que nous n'aurions jamais pu imaginer.

Nous en sommes désormais à 13^e loi Covid et il y a eu plus de 30 dérogations au Code du travail pendant la pandémie.

L'OGBL et le Landesverband ont joué leur rôle pendant tout ce temps. Tout à fait conscients de la gravité de la situation, ils se sont néanmoins exprimés de façon critique et se sont défendus quand c'était nécessaire. Et nous n'avons pas eu peur non plus de poser des revendications concrètes.

Rétrospectivement, on peut affirmer que grâce à notre action, toute une série de mesures ont été prises pour les salariés et leurs familles, en ce qui concerne la sécurisation des emplois, des revenus et des existences.

L'OGBL et le Landesverband se sont battus dès la première minute pour que cette crise sanitaire, qui nous mène vers une crise économique, ne se transforme pas en une profonde crise sociale.

Ceci a constitué notre feuille de route dès le premier jour et nous nous battons pour ça jusqu'à la fin. Et nous devons lutter en ces temps d'incertitude, de division dans

la société, de craintes existentielles pour des dizaines de milliers de salariés dans le pays et face à l'incertitude quant à savoir quand et comment nous en sortirons et à quoi ressemblera le monde de demain.

Ce monde ne pourra être façonné qu'avec nous, nous, qui sommes les principaux représentants de l'ensemble des salariés et de leurs familles, ici, au Luxembourg.

La fin de la crise du Covid n'est pas encore en vue.

Indépendamment de sa durée, la crise économique n'est désormais plus évitable.

A nous, désormais, de limiter l'étendue et la durée de la crise économique.



«Une opportunité a été manquée.»

La Commission européenne est actuellement en train de soutenir financièrement les pays pour leur permettre de résister à la crise. Chaque pays a ainsi dû envoyer à Bruxelles jusqu'à fin avril un Plan de reprise et de résilience. La Commission dit que ces plans auraient dû être élaborés dans le cadre du dialogue social.

Ceci n'a pas eu lieu au Luxembourg. Notre gouvernement a fait cavalier seul. A l'exception d'une procédure faisant office d'alibi, il n'y a pas eu véritablement de dialogue.

Alors qu'il en va de cette question si importante de savoir: comment sera façonné le monde demain, quelles sont les priorités politiques, et les ambitions pour sortir de la crise?

Qu'a fait notre gouvernement? Il a envoyé, de façon unilatérale, son propre plan.

C'est le contraire de ce qui aurait dû se passer. Toutes ces mesures doivent désormais être discutées. Ensemble. Et c'est pourquoi nous lançons aujourd'hui un appel urgent au gouvernement, pour qu'enfin, il prenne le dialogue social véritablement au sérieux.

Dans l'intérêt du dialogue social. Parce que le dialogue social est le prix à payer pour la paix sociale!

Outre le fait que ce plan n'ait pas été élaboré en concertation avec les partenaires sociaux, je tiens à dire clairement, qu'une opportunité a été manquée.

On n'y trouve aucun nouvel accent en matière de politique sociale, aucune mesure pour renforcer le système de santé, aucune mesure pour renforcer le pouvoir d'achat des gens, aucune mesure pour lutter contre les inégalités.

C'est un scandale, chères et chers collègues, et notre gouvernement devrait avoir honte.

Parce que les inégalités, elles se creusent, et se creusent, et se creusent ...

La tendance est malheureusement continue. Il y a 15-20 ans, le Luxembourg figurait encore parmi les meilleurs élèves; aujourd'hui, les inégalités y sont supérieures à la moyenne européenne.

Combien de temps encore le gouvernement compte-il continuer à regarder sans rien faire?

Beaucoup de gens ont du mal à boucler les fins de mois. Beaucoup de gens doivent demander de l'aide auprès des offices sociaux ou faire leurs courses dans les épiceries sociales.

Des milliards d'euros ont été dépensés jusqu'à présent pour assurer la survie. Quand et comment, cela serait-il payé?

Sur la route qui nous sortira de la crise, je ne peux que lancer un avertissement urgent: les erreurs faites après la crise de 2008 ne doivent pas être reproduites!

L'OGBL et le Landesverband n'accepteront pas qu'on retombe dans une politique d'austérité, ici, au Luxembourg. Cette politique, avec ses conséquences économiques et sociales fatales pour toute l'Europe, a fait la preuve que ce n'est pas la bonne.

Et c'est là, la mission principale que l'OGBL et le Landesverband se donnent dans le cadre de cette crise: les salariés ne paieront pas pour cette crise. Et ceci n'est pas négociable.

C'est le contraire qui doit se passer.

La reprise économique est dépendante d'un Etat social intact et fort financièrement.

Cette crise a à nouveau démontré son importance et son rôle stabilisateur.

L'accent doit être porté sur une politique de la demande, qui renforce notre marché intérieur.

Ceci passe par deux voies:

- Une importante politique d'investissement public
- Et le renforcement du pouvoir d'achat des ménages

Cette crise nous a appris une chose. Nous avons besoin d'investissements publics importants. Dans la Recherche, dans l'Enseignement, dans les Services publics en général. Dans l'Environnement. Dans la Digitalisation. Dans le Logement. Et dans la Santé.

L'accent doit être porté sur une politique de la demande.

L'année dernière, lors de mon discours digital du 1^{er} mai, j'avais déjà cité John Castegnaro. Ce qu'il disait déjà en 1982 est toujours vrai aujourd'hui: «Avant la crise, ils ne nous ont pas demandé pour répartir les milliards de bénéfices, alors qu'ils ne viennent pas non plus, après la crise, nous demander de payer les milliards de déficits.»

Même s'il s'agit cette fois-ci d'une crise sanitaire, où nous luttons tous ensemble contre un ennemi invisible, l'heure de vérité s'approche de plus en plus...

«Nous nous battons pour notre système de santé.»

La crise sanitaire nous a montré à quel point la prise en charge des soins de santé est importante pour notre société. Depuis un an, tous nos efforts visent à éviter une saturation des hôpitaux. Au niveau mondial ainsi qu'au Luxembourg.

Et nous devons fournir ces efforts parce que depuis des décennies, les politiques de santé sont davantage économiques que sociales. Parce que partout, on fait des économies. Parce qu'on a essayé de fonctionner avec moins d'hôpitaux, moins de personnel et moins de dépenses. Ainsi, la santé et la sécurité des patients et celles du personnel ont été négligemment mises en danger, déjà avant le Covid. Et au fond, le véritable scandale, c'est qu'un an après le début de la pandémie, les responsables politiques n'ont toujours pas fait de mea culpa. Qu'un an plus tard, on doit encore constater que les gens doivent être transférés à l'étranger parce que nous ne disposons pas de suffisamment de «machines cœur-poumon». Et même si nous les avons, il nous manquerait les personnes qui savent les utiliser.

Qu'un an plus tard, nous n'avons toujours pas de perspectives, mais qu'en plus rien n'ait été entrepris, à part des belles paroles.

Au contraire, il est à craindre que les erreurs du passé soient reproduites. Je tiens ainsi à mettre clairement en garde la politique de santé, ici, au Luxembourg. Elle doit désormais repousser de manière urgente et de façon conséquente les attaques actuelles visant une commercialisation et une privatisation de notre système de santé! Et de façon tout aussi conséquente, elle doit ensuite faire du renforcement de notre système de santé public, sa première priorité!

Et ceci doit également être le ton de la discussion venant de la part de la politique dans le cadre du «Gesondheitsdësch».

Il faut désormais qu'arrivent tout de suite davantage d'investissements, des dotations en personnel plus élevées, de meilleures formations, de meilleures conditions de travail, davantage de lits et de meilleurs hôpitaux.

Je vous garantis que l'OGBL et le Landesverband empêcheront, avec tous les moyens dont ils disposent, qu'advienne une médecine à deux vitesses. Nous nous battons pour notre système de santé public, universel et de grande qualité.

La même chose vaut pour notre système de soins. Nous avons tous entendu les informations effrayantes venant des maisons de soins et de retraite. Ici aussi, le cadre doit être amélioré pour garantir

une prise en charge de qualité. Soit, le contraire de ce que fait notre ministre de la Famille avec son projet de loi où des parties de Servior sont censés être privatisées! Nous appelons avec force une nouvelle fois le gouvernement à retirer immédiatement ce projet de loi.

Un personnel qui travaille dans de bonnes et sûres conditions de travail constitue un préalable pour que nos concitoyens plus âgés puissent être bien soignés et en toute sécurité. Des investissements dans le matériel doivent également être réalisés pour garantir la protection, pour éviter l'isolement des personnes âgées et que les contacts sociaux, si importants, puissent être préservés.



«Ici, il en va de l'essentiel. De l'avenir.»

Nous avons également besoin des investissements nécessaires dans l'enseignement.

Parce que c'est déjà assez difficile comme ça pour les enfants psychologiquement et on ne réalise pas encore l'impact de la crise sur ce plan.

On peut encore discuter longtemps du Covid-19 et des conséquences à long terme de la pandémie, aussi bien sanitaire que social et économique, mais si nous ne changeons pas rapidement quelque chose à notre politique d'enseignement, cela restera de l'ordre de la théorie.

Parce qu'ici, il en va de l'essentiel. De l'avenir. Du fait de faire de nos enfants des adultes responsables qui pourront peut-être vivre dans un monde avec moins d'inégalités.

Mais ça, ce sera possible, seulement si nous disposons de bonnes écoles publiques et de haute qualité, où chaque élève, indépendamment de son origine ou de sa situation sociale, possède un droit à être bien formé. Sans différence, sans ghettoïsation, sans ségrégation, sans écoles privées pour les plus favorisés.

Et comme nous en sommes à parler des plus favorisés, la transition n'est pas très difficile à faire, pour aborder à présent le problème du logement, ici, au Luxembourg.



Psychologiquement, c'est déjà assez difficile

comme ça pour les enfants; et on ne réalise pas

encore l'impact de la crise sur ce plan.

«La flambée des prix dépasse même les pires scénarios.»



Plus personne n'oserait dire aujourd'hui que nous n'avons pas un problème en matière de logement. La plupart des gens le reconnaissent, une minorité avance des solutions.

Du côté de la politique, on entend dans les discours, de nombreuses prises de position et de promesses... mais creuses malheureusement!

Et aujourd'hui en 2021, il faut l'admettre: les prévisions négatives étaient encore sous-évaluées! La flambée des prix dépasse même les pires scénarios. 16,7% de hausse des prix l'année dernière! Et à tous ceux qui disent que c'est partout comme ça, non, c'est de loin le chiffre le plus élevé dans toute l'Europe!

Nous fonçons tout droit vers une catastrophe sociale. Et désormais, nous n'assistons plus seulement à une charge écrasante des locataires ou de ceux qui ont de très petits revenus... les propriétaires sont aussi directement concernés par le problème. Un problème qui s'imisce jusque dans les profondeurs des classes moyennes.

Nous ne pouvons pas continuer à accepter que les uns s'endettent quasiment toute leur vie, ou bien qu'ils ne puissent plus acquérir leur propre domicile, tandis que les autres ne cessent de s'enrichir.

Il est également un fait que ce gouvernement n'a pas réussi, en huit ans, à ralentir l'évolution de cette crise. Et aujourd'hui par exemple, alors qu'ils constatent eux-mêmes que le Pacte logement 1.0 a échoué, ils répètent les mêmes erreurs dans le cadre du Pacte logement 2.0, ou bien ne devrait-on pas plutôt dire qu'ils répètent le même manque de courage.

Les lobbyistes des promoteurs privés ont fait du bon boulot. Ils peuvent continuer à s'enrichir grassement, les montres en or

incluses. Et tout ça, sur le dos des gens qui n'ont pas d'autre alternative que de recourir à des logements à prix abordables.

Ceci est dégoûtant, chères et chers collègues. Cela signifie tout simplement que le ministre du Logement et avec lui, l'ensemble du gouvernement, se sont inclinés face à la chasse au rendement dans le secteur immobilier.

L'OGBL et le Landesverband ont des solutions. Et nous les avons déjà dites hauts et forts. A la table des discussions et aussi dans la rue. Mais il semble que cela ne soit pas suffisant.

Alors, le match relatif à la crise du logement doit désormais passer au round suivant.

Je peux vous garantir que nous ne lâcherons pas.

Le projet de loi 2.0 doit être révisé et amélioré. La même chose vaut pour le projet de loi portant sur le bail à loyer. Quant à la spéculation dans le secteur du logement, il faut lui enlever son oxygène.

Il y aura d'autres actions syndicales et ce, jusqu'à ce que nous ayons des décisions politiques courageuses et fondamentales dans le cadre du problème du logement.

Je peux vous

garantir que nous ne

lâcherons pas.

«Si nous ne réussissons pas à stopper la crise climatique!»

L'ÖGBL et le Landesverband défendent des valeurs. Des valeurs telles que le progrès social, la défense des droits des salariés, la santé, la sécurité et de bons salaires pour tous, une vie bonne, la justice sociale.

Et toutes ces valeurs sont en danger si nous ne réussissons pas à stopper la crise climatique!

La semaine dernière, il y avait le Jour de la Terre. La crise climatique ne s'arrête pas non plus face à un virus. Comme vous le savez, l'ÖGBL et le Landesverband soutiennent les ambitieux objectifs climatiques retenus à Paris. Et il n'y a désormais plus de temps à perdre! Il faut agir maintenant.

Mais je tiens à le rappeler: la protection du climat et la justice vont de pair.

Nous sommes pour la justice climatique. Pour une transition juste. Car nous devons aller vers une société décarbonisée de manière sociale et juste pour les salariés et leurs familles.

«Nous avons besoin d'urgence d'un renforcement du pouvoir d'achat.»

A côté des investissements publics nécessaires, nous avons besoin d'urgence d'un renforcement du pouvoir d'achat.

1) Le maintien du pouvoir d'achat présuppose que les prestations sociales et la sécurité sociale et publique ne soient pas détricotées. Et qu'elles soient même, par endroit, revalorisées.

La crise du Covid-19 devrait nous avoir appris à quel point une bonne sécurité sociale publique est importante! Couplée à un Etat fort financièrement, elle constitue un pilier pour la stabilisation et la relance de l'économie.

De nombreux pays affichant des déficits massifs au niveau de leur système de sécurité sociale se sont moins bien sortis de cette crise. Et ces déficits sont le triste résultat des politiques économiques néolibérales: fragilisation, démantèlement et privatisation des services publics, des prestations sociales et de la sécurité sociale.

Mais nous avons également connu de

telles errances au Luxembourg. Je rappelle ici seulement à titre d'exemple la réforme rétrograde des pensions en 2012.

Nous devons à nouveau nous préparer à ces discussions.

Et je peux vous garantir qu'avec l'ÖGBL et le Landesverband, il n'y aura pas de coupes dans les pensions.

Au contraire, les automatismes qui ont été introduits il y a quelques années et qui remettent en question l'ajustement des pensions et l'allocation de fin d'année doivent être abolies. Cela ne doit pas arriver!

Au contraire, il doit y avoir des améliorations: la pension minimale doit notamment être augmentée structurellement.

Augmenter la pension minimale signifierait également quelque chose d'important pour les femmes pensionnées.

Parce que ce sont elles, encore et toujours, qui ont les pensions les plus faibles. Ce sont elles aussi, encore et toujours,

qui pour un même travail, en moyenne, gagnent moins que les hommes. Ce sont elles, encore et toujours, qui s'occupent principalement des enfants. Ce sont elles encore qui ont le plus de CDD. Ce sont les femmes, encore et toujours, qui ont le plus d'interruptions de fin de carrière. Et ce sont, encore et toujours, majoritairement les femmes qui sont employées dans les secteurs faiblement rémunérés comme celui du nettoyage. Et ce sont, encore et toujours, les femmes qui dans notre société assurent le travail, souvent invisible, du Care.

Et tout cela, dans notre si riche, progressiste et moderne pays Luxembourg.

Et pour toutes ces raisons, je suis fier de pouvoir dire que l'ÖGBL est un partenaire important dans la plateforme JIF et que les représentantes de la JIF sont également présentes ici, aujourd'hui, sur la place et solidaires de notre 1^{er} mai.

Parce que la lutte pour l'égalité n'est pas finie. Et parce qu'à la question: qui s'en



soucie? Nous répondons que nous nous en soucions!

Le maintien du pouvoir d'achat signifie par ailleurs encore beaucoup d'autres choses:

- 2) Les allocations familiales devraient par exemple être revalorisées sans plus tarder, comme cela a été promis en 2014.
- 3) L'allocation de vie chère doit être sérieusement revalorisée, au lieu de ce simulacre d'augmentation homéopathique censé faire office de simple compensation à la taxe carbone.
- 4) Pour améliorer le pouvoir d'achat, les salaires doivent augmenter. Et je tiens ici notamment à rappeler la revendication de l'OGBL visant à augmenter le salaire minimum. La loi sur les conventions collectives doit aussi être

renforcée pour pouvoir renforcer les salaires au Luxembourg.

- 5) Et pour faire quelque chose en faveur du pouvoir d'achat des salariés, notre système fiscal doit également devenir profondément plus juste!

Il n'est pas possible que pour un même revenu, lorsqu'il s'agit d'un salaire, on paie autant de fois plus d'impôts que si c'était un revenu du capital!

Par ailleurs, notre barème fiscal devrait également être ré-agencé et devenir plus progressif.

Et une adaptation régulière du barème à l'inflation demeure, pour nous, incontournable.

Même les crédits d'impôts, qui en soi sont justes socialement, perdent de la valeur s'ils ne sont pas adaptés régulièrement.

**Il n'est pas possible que
pour un même revenu,
lorsqu'il s'agit d'un salaire,
on paie autant de fois plus
d'impôts que si c'était
un revenu du capital!**

«S'il y a besoin de trouver de l'argent, alors allons le chercher.»

Nous savons également que les caisses ne sont actuellement plus aussi pleines, mais comme je l'ai déjà dit, il existe des moyens pour les remplir à nouveau et ils contribueraient en même temps à la justice fiscale.

C'est tout de même un scandale que les plus-values sur les actions soient quasiment exonérées fiscalement.

Et nous ne pourrions pas non plus passer à côté d'une discussion fondamentale quant à l'imposition du patrimoine.

Et il doit être possible d'augmenter massivement l'impôt foncier. Pas pour celui qui ne possède que son propre domicile ou bien qui dispose encore d'un terrain pour ses enfants. Mais pour celui qui retient des terrains non-bâties pour des raisons spéculatives. Et, à travers un impôt foncier progressif, avant tout pour celui qui possède 5, 10, 20, 50 ou bien encore

davantage de terrains et de maisons.

Nos politiciens doivent enfin trouver le courage pour prendre ici des mesures qui impacteront financièrement seulement quelques personnes à qui cela ne fera même pas mal. Tandis que le gros de la population pourra en bénéficier.

Car, s'il y a besoin de trouver de l'argent pour consolider le budget de l'Etat, alors, allons le chercher là où il y en a suffisamment. Et de tels lieux existent!

Et si toutes nos mesures fiscales ne suffisent pas pour sortir de la crise, alors il doit également être possible d'introduire un impôt Covid-19 progressif pour les 10% les plus riches.

Ici, on peut notamment regarder en partie ce qui a été annoncé aux Etats-Unis. Les grandes entreprises, qui pour certaines

ont aussi fortement augmenté leurs bénéfices pendant la crise, doivent se montrer solidaires. C'est elles qui devront apporter la principale contribution à la maîtrise budgétaire de la crise.

Nous avons à faire à une crise du siècle. Les bonnes leçons doivent désormais en être tirées.

Elle peut être maintenant une chance pour activer les bons leviers. Nous ne devons pas manquer cette opportunité.

Pour sortir de cette crise, nous devons poursuivre nos objectifs syndicaux: sécuriser les emplois, ne pas accepter davantage, inégalités dans notre société, empêcher la précarité. Et pour toutes ces raisons, nous devons, autant que possible, contrer et affaiblir la récession économique.



«Un monde du travail qui connaît de rapides mutations.»

Nous sommes heureux aujourd'hui d'être un OGBL et un Landesverband forts qui, aussi en ces temps difficiles justement, veillent à ce que les intérêts des gens soient défendus. A la retraite et bien-sûr dans les entreprises. Dans un monde du travail qui connaît de rapides mutations et qui fait face à de nombreux défis, à cause du Covid, mais également en raison de la digitalisation et de la transition écologique.

Analyser l'impact social de ces évolutions, de ces risques, mais également les éventuelles chances qu'elles offrent constituent désormais les défis que notre syndicat doit relever.

Et lorsque nous parlons d'un retour à la normalité, comme cela arrive souvent, cela ne doit toutefois pas consister en un retour à l'anormal, où le profit passe avant l'être humain, où le travail rend les gens souvent malade.

On constate malheureusement que de plus en plus de gens rencontrent des difficultés pour concilier leur vie professionnelle et leur vie privée, que les gens qui travaillent à plein temps aimeraient souvent travailler moins et que ceux qui travaillent à temps partiel, aimeraient souvent travailler davantage. Des phénomènes tels que le harcèlement et le «burn-out» augmentent également de manière tendancielle.

Ce n'est certes pas une surprise, mais le Covid-19 a encore davantage aggravé la situation.

Nous devons enfin faire advenir un monde où l'équilibre vie/travail, qu'on cite si souvent, sera atteint. La crise nous a montré ce qui est vraiment important dans la vie, notre santé et celle de ceux qu'on aime.

Nous devons prendre ces problèmes au sérieux. Les patrons doivent prendre ces

problèmes au sérieux. Je sais, eux aussi ont du mal actuellement, avant tout les petites et moyennes entreprises, où il en va carrément de la survie.

Mais chaque patron doit quand même pouvoir admettre que ses salariés doivent être protégés, non seulement par rapport aux contraintes physiques, mais également face aux risques psychosociaux du travail. Et ici, il faut légiférer. Des règles contraignantes doivent advenir ici.

Le droit à la déconnexion constitue l'un de ces volets, où les partenaires sociaux se sont mis d'accord au sein du Conseil économique et social pour que son principe soit inscrit dans le code du travail. Cela doit maintenant se réaliser rapidement. Monsieur le ministre du Travail, le texte est prêt!

Les revendications de l'OGBL et du Landesverband visant des temps de travail mieux encadrés, davantage de prévisibilité en ce qui concerne les heures qu'on doit travailler, une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie privée, sont plus importantes que jamais.

La revendication de l'OGBL en vue d'une réduction générale du temps de travail, sans perte de salaire est plus actuelle que jamais, chères et chers collègues!

La santé et la sécurité au travail doivent primer sur les logiques de rentabilité et de productivité. Dans certains secteurs, les conditions de travail sont particulièrement mauvaises.

Je pense ici par exemple aux secteurs de l'Horeca, du Commerce, mais évidemment aussi à celui du Nettoyage.



«Des délégations du personnel combattives.»



Dans le Commerce, nous avons eu ces dernières semaines de grandes discussions autour du travail du dimanche.

Ici, de nombreuses entreprises n'ont pas respecté au cours de ces dernières années la limitation de 4h de travail, le dimanche, et ont été pour cela rappelé à l'ordre par l'ITM. Malgré tous les efforts de l'OGBL pour trouver une solution satisfaisante et résoudre la question par la voie des conventions collectives, le patronat a ici bloqué tout accord. On n'a rien sans rien. Et ce n'est pas parce qu'on ne respecte pas la loi depuis des années, que ceci devrait tout d'un coup devenir la norme. N'oublions pas ce qui constitue ici l'objectif du patronat: à savoir une libéralisation complète des heures d'ouverture. Et une chose est sûre, ça, ça ne sera pas possible avec l'OGBL

Dans le Nettoyage, chères et chers collè-

gues, elles ont dû se battre ces derniers mois. Parce que ce sont elles qui se trouvaient en première ligne, qui jouent un rôle déterminant d'un point de vue systémique et qui n'ont jamais arrêté de travailler. Mais en même temps, le patronat dans le secteur ne voulaient pas toucher aux salaires et aux conditions de travail. Les collègues ont dû descendre dans la rue, ont dû se fâcher et mobiliser et étaient prêts à aller jusqu'au bout.

Et grâce à leur détermination et leur courage, il y a désormais du mouvement dans ce dossier. Et nous ne lâcherons pas jusqu'à ce qu'il y ait un accord sur une bonne convention collective.

Les collègues d'Eurofoil doivent aussi lutter durement et jusqu'au bout. Ici, on est déjà un peu plus loin, la grève se profile.

La base a été consulté au cours des derniers jours. Le résultat est sans équivoque: bien

plus de 90% de nos 200 membres au sein du personnel s'est prononcé pour la grève, chères et chers collègues!

Un personnel mobilisé, engagé et courageux qui, sans trembler, fait face à sa direction et qui lui dit: nous ne vous laisserons pas nous diviser! Nous refusons qu'on nous prenne nos acquis si durement obtenus! Même si c'est seulement pour les nouveaux, soi-disant! Nous ne tombons pas dans ce piège perfide!

Et pour tout ça, à tous les militants rassemblés ici sur la place: que les salariés d'Eurofoil soient pour nous un exemple et qu'on les soutienne dans leur conflit social jusqu'à ce que le dernier des décideurs chez Eurofoil l'ait compris!

Et ce genre tentative, comme ici en grand, il faut malheureusement le dire, est entrepris dans quasiment toutes les entreprises relevant de l'industrie ici au Luxembourg:

dans toutes les négociations de convention collective, les représentants patronaux essaient de détériorer les salaires, les congés, les primes. Et ce, presque toujours, pour les nouveaux salariés dans l'entreprise...

Je suis heureuse que l'OGBL soit syndicalement bien organisé dans ces entreprises et qu'il y ait des délégations du personnel combattives qui ne tombent pas dans le piège du «diviser pour mieux régner», qui ont compris que le Covid-19 est souvent utilisé comme excuse pour démanteler, qui ne se laissent pas faire!

Tout comme les collègues de Guardian qui se sont battus l'année dernière et qui ont ainsi démontré qu'on peut obtenir quelque chose et à quel point, en tant qu'OGBL, nous pouvons être forts tous ensemble.

Chez ArcelorMittal, nous avons réussi à sauver 3000 emplois grâce à l'action syndicale et aussi grâce au dialogue social suivant le modèle luxembourgeois, la tripartite!

Par ailleurs, cela a également permis de sécuriser le secteur de la sidérurgie avec ce que cela signifie pour le Luxem-

bourg d'un point de vue historique et aussi économique. Et pour toutes les entreprises qui, directement ou indirectement, en dépendent.

Le dossier Liberty Steel nous préoccupe par contre davantage. Je rappelle que l'OGBL s'est montré critique dès le début quant au projet et avant tout quant à la construction financière douteuse sur laquelle il repose.

Et quand aujourd'hui, chères et chers collègues, le patron de Liberty plante la tête dans le sable, disparaît et n'arrive pas à sauver l'entreprise, alors le tabou de la nationalisation doit être brisé, chères et chers collègues! Pour le maintien du site! Pour les emplois et les existences qui en dépendent!

Dans le secteur des banques et des assurances, nous espérons une issue positive en ce qui concerne les conventions collectives. Même si actuellement, un syndicat tire dans tous les sens et nuit ainsi à la cause commune.

Ceux, en télétravail qui, à côté des questions fiscales et de droit du travail, doivent vivre avec les conséquences de l'isolement, qui depuis des mois n'ont pas ou

Je ne peux pas aborder aujourd'hui tous les secteurs. Ça me serait difficile. Parce que depuis le début de la crise, nous le savons: dans tous les secteurs, dans toutes les professions, les salariés souffrent massivement de cette crise. Ceux, en première ligne qui ont une importance systémique, qui ont toujours dû fonctionner, continuer à travailler avec la crainte d'être infecté. Pour que la société continue de tourner.

très peu d'échanges avec leurs collègues de travail.

Ceux, au chômage partiel qui subissent des pertes financières et qui en plus vivent avec la crainte que leur emploi disparaisse complètement ou qu'il soit peut-être très différent qu'auparavant.

«Nous sommes prêts pour relever tous ces défis.»

Les temps qui viennent ne seront pas faciles. Nous en sommes parfaitement conscients à l'OGBL et au Landesverband.

Mais, chères et chers collègues, soyez certains d'une chose, nous sommes prêts pour relever tous ces défis. Et pour sortir les muscles si cela s'avère nécessaire. Que personne ne doute de cela. L'avenir n'est pas écrit à l'avance. Il doit l'être encore.

Et nous le coécrivons, avec vous. Et dans

le scénario que nous voulons écrire, les travailleurs occupent le 1^{er} rôle.

La dimension humaine du travail doit être à nouveau revalorisée. Les êtres humains ne doivent plus être considérés uniquement comme des coûts de production, une marchandise ou une matière première.

Reconnaître le travail et bien le rémunérer. C'est ça qui doit redevenir central.

Et c'est ce que nous défendons tous, indé-

pendamment du secteur où nous travaillons.

Nous tous, ensemble, sommes l'OGBL et le Landesverband. Et nous tous, ensemble, pouvons également relever ce défi. Dans l'intérêt de tous les salariés, des pensionnés et de leurs familles.

Faites attention à vous et restez en bonne santé.

Vive le 1^{er} mai!

Vive le Landesverband! Vive l'OGBL!



**Lorsque nous parlons
d'un retour à la
normalité, comme
cela arrive souvent,
cela ne doit toutefois
pas consister en un
retour à l'anormalité,
où le profit passe
avant l'être-humain,
où le travail rend les
gens souvent malade.**


